

Industrie du futur : Emmanuel Macron veut accélérer la mutation numérique de la France

En présence de la secrétaire d'État Axelle Lemaire et d'industriels, le ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, **Emmanuel Macron**, a lancé lundi 18 mai, depuis l'École des Mines de Nantes, la seconde phase du programme dédié à la **nouvelle France industrielle**. [Initiés en septembre 2013](#) par l'ancien patron de Bercy, Arnaud Montebourg, les 34 plans industriels cèdent leur place à **9 marchés prioritaires pour l'industrie du futur**, dont 3 dédiés au numérique.

« *L'Industrie du Futur, priorité des priorités, doit être prise à bras-le-corps par les industriels eux-mêmes : c'est la vocation de l'Alliance qu'ils ont décidé de fonder le mois dernier* », a déclaré Emmanuel Macron. Coprésidée par Frédéric Sanchez (Fives) et Bernard Charles (Dassault Systèmes), [l'Alliance compte l'Afdel et Syntec Numérique parmi ses membres fondateurs](#). Elle a pour objectifs d'accompagner les entreprises dans leur transformation numérique, de soutenir la montée en compétences des salariés par la formation et de développer l'offre technologique (impression 3D, réalité augmentée, objets connectés...). La France, a ajouté le ministre, doit « *investir plus et mieux en amenant chaque entreprise à moderniser son outil industriel et à transformer son modèle d'affaires par le numérique* ».

Les données, les objets et la confiance numérique

Chaque marché de l'Industrie du futur est piloté par un **comité stratégique de filière** (CSF) avec l'appui du Conseil national de l'industrie (CNI). 3 des 9 marchés prioritaires sont directement liés au CSF numérique : l'économie des données, les objets intelligents et la confiance numérique

L'**économie des données** (Big Data, Cloud, HPC...) est pilotée par cinq chefs de projet, tous dirigeants d'entreprise : François Bourdoncle (FBCie), Thierry Breton (Atos), Paul Hermelin (Capgemini), Octave Klaba (OVH) et Gérard Roucairol (Teratec). Sont au programme : la sensibilisation des entreprises et la création ou la consolidation de **137 000 emplois grâce au Big Data d'ici 2020**. Le lancement opérationnel du [label « Secure Cloud »](#) et son portage européen sont prévus pour la fin d'année. Il faudra attendre 2016, en revanche, pour la mise sur le marché d'un supercalculateur Atos/Bull à enveloppe énergétique constante de niveau mondial.

Le chantier des **objets intelligents** (Internet des objets, M2M...) vise à remplacer, d'ici 2020, 55% des paiements en espèces par des paiements par carte et « *faire en sorte que 8 millions de personnes paient avec leur mobile* ». Une **application de billettique sans contact nationale** interopérable « *déployée dans 50% des villes de plus de 200 000 habitants d'ici 2020* », est aussi prévue. Le projet vise également la **relocalisation** en France de 20% des objets connectés fabriqués par des entreprises françaises. Les chefs de projet sont : Bruno Bonnel (Robolution Capital), Eric Carreel (Withings), Yves Dubief (Union des industries textiles), Vincent Marcatté (Orange Labs) et Olivier Piou (Gemalto).

Le marché dédié à la **confiance numérique** (cybersécurité, souveraineté technologique, logiciels et composants) a pour but de multiplier par deux la capacité de production du site **nanoélectronique**

de Crolles (Isère) d'ici 2020. Mais aussi de favoriser la croissance du marché et des acteurs de la **cybersécurité** en France, de développer la 5G et les satellites « tout électrique ». Ce vaste chantier est actuellement piloté par Eric Bantégnie (Esterel technologies), Philippe Keryer (Alcatel-Lucent), Jean-Yves Le Gall (CNES), Laurent Malier (STMicroelectronics) et Guillaume Poupard (Anssi)

Des milliards d'euros d'investissements

En plus des 3 chantiers numériques, 6 autres thématiques intéressent l'industrie du futur : les nouvelles ressources, la ville durable, la mobilité écologique, les transports de demain, l'alimentation intelligente et, enfin, la médecine du futur.

Depuis le lancement des plans industriels français en 2013, plus de 330 projets ont été soutenus à hauteur de 1,5 milliard d'euros par l'État sur un investissement total de 3,7 milliards. Pour la seconde phase du plan, les acteurs industriels sont aux commandes et l'État en soutien. Une enveloppe de **3,4 milliards d'euros** est encore disponible au programme d'investissements d'avenir (PIA 2).

Lire aussi :

[Une alliance pour l'industrie du futur avec l'Afdel et Syntec Numérique](#)

[Le plan Big Data vise les 9 milliards d'euros à horizon 2020](#)